

MINISTÈRE DES FINANCES

DIRECTION
de la
COMPTABILITE PUBLIQUE

BUREAUX C3 ET D2

N° dans les séries spéciales :
140 TM 58 TOM

INSTRUCTION N° 58-163 - A7
du 1^{er} SEPTEMBRE 1958

Classement
A 7

Cette instruction a été modifiée par les instructions suivantes :

n° du
n° du
n° du
n° du

Cette instruction a été abrogée par l'instruction

n° du

**DROITS A LA SOLDE, AUX ACCESSOIRES DE SOLDE,
INDEMNITES ET ALLOCATIONS DES MILITAIRES DECEDES.
DISPOSITIONS SPECIALES A PRENDRE EN MATIERE DE TROP PERÇUS.**

DOCUMENT A ANNOTER :

Néant.

Par circulaire n° 6775 DN/CAB/SEA du 12 septembre 1956 dont le texte est reproduit en annexe à la présente Instruction, le Ministre de la Défense Nationale et des Forces Armées, a prévu, en accord avec le Département, qu'en attendant la parution du décret visé par l'article 35 de la loi n° 52-757 du 30 juin 1952, « *il convient dans le cas de décès, de maintenir aux ayants droit des militaires décédés, la totalité des droits à la solde et aux indemnités jusqu'à la fin du mois civil au cours duquel est intervenu le décès* ».

Ces dispositions n'ont pas d'effet rétroactif ; elles ne sont applicables qu'à compter du mois de réception, par les Services de la Défense Nationale de la circulaire précitée, c'est-à-dire à compter du 1^{er} septembre 1956.

Il est à remarquer d'autre part qu'elles sont déjà prévues par l'article L 145 du Code de pensions civiles et militaires de retraite, mais seulement en ce qui concerne les militaires de carrière ou servant au-delà de la durée légale en vertu d'un contrat — à l'exclusion des militaires du contingent — et pour ce qui est de la solde d'activité et de ses accessoires familiaux — à l'exclusion des autres indemnités ou allocations.

DESTINATAIRES POUR APPLICATION

RGS	PGS	TPG	DOM	SIA	RF	P	TGA	TGM
TGT	RFA	TOM	CLV	PY	TGS	PGA	PA	

Agent comptable du service des Poudres et du service des Essences

Les Trésoriers-Payeurs Généraux s'assureront qu'ils n'ont pas pris en charge dans leurs écritures, des ordres de reversement qui auraient été émis à l'encontre d'ayants droit de militaires décédés et qui concerneraient des trop perçus de solde et indemnités postérieurement au 1^{er} septembre 1956.

Le cas échéant, les Trésoriers-Payeurs Généraux provoqueraient l'émission des titres de réduction des prises en charge nécessaires, par le Service liquidateur intéressé.

Par ailleurs, il est superflu d'appeler l'attention des Trésoriers-Payeurs Généraux et des comptables qu'ils chargent du recouvrement sur la nécessité d'examiner avec la plus grande bienveillance toutes les affaires se rapportant à des trop perçus de soldes et indemnités de militaires tués au combat.

Dans la généralité des cas, ces trop perçus sont en effet susceptibles de donner lieu à une décision de remise gracieuse. Aussi bien, toutes les fois qu'ils n'auront pas de motif de suspecter la bonne foi des militaires en cause et de leurs ayants droit, les comptables devront-ils s'abstenir désormais de réclamer aux ayants cause des militaires décédés le versement de ces trop perçus.

Il appartiendra aux Trésoriers-Payeurs Généraux d'adresser d'office à l'Agent Judiciaire du Trésor des propositions de remise gracieuse en faveur de ces redevables. Ces propositions seront appuyées de tous les éléments d'information dont disposent les comptables quant à la cause exacte du débet, à la solvabilité et à la moralité des débiteurs. A cet égard, les Trésoriers-Payeurs Généraux se conformeront aux prescriptions de la circulaire n° 1333 du 29 janvier 1954 relative aux remises de débet. Ils devront notamment solliciter, s'il y a lieu, l'avis de l'ordonnateur secondaire qui a émis l'ordre de versement. Mais lors de l'enquête sur la solvabilité des débiteurs, ils éviteront de s'adresser aux intéressés eux-mêmes.

Lorsque la bonne foi des militaires décédés ou de leurs ayants cause paraîtra discutable, la mise en recouvrement sera opérée dans les conditions habituelles. Néanmoins, les comptables devront agir avec la plus grande circonspection, ils s'abstiendront notamment, à l'origine, d'adresser aux débiteurs des avis faisant allusion à l'éventualité de poursuites. Dans le cas où les intéressés formuleraient des demandes en remise gracieuse, il est recommandé aux comptables de surseoir au recouvrement jusqu'à ce qu'il soit statué sur cette demande, sauf bien entendu dans l'hypothèse de mauvaise foi flagrante.

Le Directeur de la Comptabilité Publique :

MARTIAL-SIMON.

MINISTERE
DE LA DEFENSE NATIONALE
ET DES FORCES ARMEES

CABINET DU MINISTRE

Tél. : INV. 68-70
Poste 33-59

N° 006775 DN/CAB/SEA

ANNEXE
à l'Instruction n° 58-163 A 7
du 1^{er} septembre 1958

Paris, le 12 septembre 1956.

CIRCULAIRE

Droits à la solde et aux accessoires de solde des militaires décédés.

1. — L'article 35 de la loi n° 52-757 du 30 juin 1952 (J.O. du 1^{er} juillet 1952) relative au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionnement et d'équipement des services militaires pour l'exercice 1952, stipule à son paragraphe III « lorsque la cessation des services est due à un cas de force majeure, le militaire ou ses ayants droit perçoivent néanmoins l'intégralité du traitement et des indemnités afférentes au mois en cours ».
2. — En attendant la publication du décret fixant les conditions d'application de l'article précité, il convient dans le cas de décès de maintenir aux ayants droit des militaires décédés la totalité des droits à la solde et aux indemnités jusqu'à la fin du mois civil au cours duquel est intervenu le décès.
3. — Les dispositions de la circulaire n° 1777/SEA du 27 juillet 1953 sont abrogées.

*Pour le Ministre de la Défense Nationale et
des Forces Armées et par délégation,*

Le Directeur du Cabinet :

Signé : ABEL THOMAS.

DIFFUSION
G